

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Ministère des Petites et Moyennes
Entreprises, de l'Economie Sociale et de
l'Artisanat



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

Ministry of Small and Medium-Sized
Enterprises, Social Economy and
Handicrafts

Perspectives Economiques

« Les pressions inflationnistes dans le monde ; effets sur les activités des PMEESA au CAMEROUN »



N° 001/2023

MINPMEESA

B.P. 6096 YAOUNDE

Tél : (237) 222 23 23 88

Fax : (237) 222 22 41 58

Email : cabinet@minpmeesa.cm

Site Web : www.minpmeesa.cm

JUILLET 2023

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES GRAPHIQUES	ii
LISTE DES ANNEXES	ii
SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	iii
INTRODUCTION	1
I. SITUATION INFLATIONNISTE DANS LE MONDE ET DANS LA SOUS-REGION CEMAC	2
1. Evolution de l'inflation dans le monde	2
2. Pressions inflationnistes dans la zone CEMAC	6
II. DIAGNOSTIC NATIONAL ET EFFETS D'ENTRAINEMENT	8
1. Evolution et causes de l'inflation au niveau national	8
2. Principaux produits affectés par le conflit Russo-Ukrainien	14
III. IDENTIFICATION DES MESURES D'ATTENUATION	16
1. Quelques mesures adoptées par l'Etat	16
2. Perspectives sur l'évolution de l'inflation.	18
CONCLUSION	20
BIBLIOGRAPHIE	iv
ANNEXES	v

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indice des prix des produits alimentaires de 2018 à Octobre 2022. 5

Tableau 2 : Indice des prix des produits alimentaires de Janvier à octobre 2022..... 6

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de l'inflation dans le monde 3

Graphique 2 : Evolution de l'inflation dans la CEMAC de Septembre 2020 à Septembre 2022
..... 7

Graphique 3: Contributions des fonctions de consommation à l'indice des prix à la
consommation de la CEMAC entre Septembre 2021 et Septembre 2022. 7

Graphique 4: Evolution de l'inflation au Cameroun sur la période 2017-2022..... 8

Graphique 5 : Situation du taux d'inflation (en %) dans les villes du Cameroun en glissement
annuel 2021-2022..... 9

Graphique 6: Evolution des prix des produits alimentaires au Cameroun (en %) 11

Graphique 7 Proportion d'entreprises impactées par l'inflation selon la branche d'activités au
Cameroun (en %) 12

Graphique 8 Proportion des chefs d'entreprises ayant créés de nouveaux emplois du 4^{ème}
trimestre 2022 selon la branche d'activité 13

Graphique 9 : Evolution des prix des produits alimentaires (en %). 14

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 Rappels conceptuels sur l'inflation v

Annexe 2 Principales exportations ukrainiennes et russes et leurs parts dans le commerce
mondial..... vi

SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
FAO	Food and Agricultural Organisation
FMI	Fond Monétaire International
FCFA	Franc de la Coopération Financière d’Afrique Centrale
INS	Institut National de la Statistique
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Economie Sociale et de l’Artisanat
PIB	Produit Intérieur Brut
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMEESA	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030

INTRODUCTION

Depuis 2019, l'économie mondiale est fragilisée par une crise sanitaire, la pandémie à Covid-19 qui a engendré des fortes perturbations des activités économiques dans la plupart des pays du monde. En 2021, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les fluctuations du prix du pétrole à l'échelle mondiale ont favorisé une hausse inattendue des prix des produits alimentaires (IPC 125,7 en 2021 contre 98,1 en 2020). En 2022, ces perturbations se sont davantage accentuées par l'entrée en scène du conflit Russo-Ukrainien qui a entraîné une hausse plus importante des prix des céréales, de l'énergie et des matières premières.

Le taux d'inflation mondial a connu un niveau assez haut en 2022 et s'est situé à 8,8% contre 4,7% en 2021 et 3,2% en 2020. Ces tensions inflationnistes ont touché de manière générale toutes les régions du monde, aussi bien les pays avancés contre (7,3% en 2022 contre 3,1% en 2021) que les pays émergents et en développement (9,9% en 2022 contre 5,9% en 2021).

Les effets combinés des différents chocs enregistrés ont favorisé un ralentissement de la croissance mondiale de 3,4% en 2022 contre 6% en 2021. Les pays de la zone euro ont été les plus touchés et par ailleurs, les économies américaines et chinoises également. Les pays de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) n'ont pas été épargnés des retombées de cette crise. En effet, elle s'est située à 5,5 % en 2022 contre 1,5 % en 2021.

Au Cameroun, l'inflation a atteint selon l'Institut National de la Statistique (INS) la barre de 6,3% en 2022 nettement au-dessus de la norme communautaire fixée à 3%. C'est le taux d'inflation le plus élevé qu'a connu le pays après celui de l'année 1995 fixé à 9%.

De manière générale, la hausse généralisée des prix sur la plupart des produits de consommation de masse a également affecté le secteur des Petites et Moyennes Entreprises, les Organisations de l'Economie Sociale et les Unités de Productions Artisanales (PMEESA) moteurs de l'appareil productif camerounais. En effet, la majeure partie de leurs activités a connu des mutations énormes qui ont favorisé le changement de secteur d'activité pour certaines et la baisse du niveau de production pour d'autres dues en grande partie à un accroissement des coûts de production imputables à un renchérissement des intrants de production qui pour la plupart qui proviennent de l'extérieur (engrais, outils de production, semences, ...) mais aussi la hausse des coûts de l'énergie et du transport qui ont eu un effet significatif sur leur niveau d'activités.

Ces principaux constats justifient de la pertinence de l'analyse des effets des pressions inflationnistes mondiales sur l'activité des PMEESA.

Il est question premièrement de présenter la situation de l'inflation dans le monde et dans la sous-région CEMAC. Ensuite, il s'agit de faire une étude diagnostique sur le territoire national autour des secteurs les plus touchés par ces tensions inflationnistes et d'en déceler les effets d'entraînement qui s'en dégagent. Enfin il sera question d'analyser les dispositions prudentielles que l'Etat a mis en place en cohérence avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour renforcer la résilience de l'activité des PMEESA.

I. SITUATION INFLATIONNISTE DANS LE MONDE ET DANS LA SOUS-REGION CEMAC

1. Evolution de l'inflation dans le monde

✚ L'inflation mondiale actuelle est expliquée par plusieurs facteurs

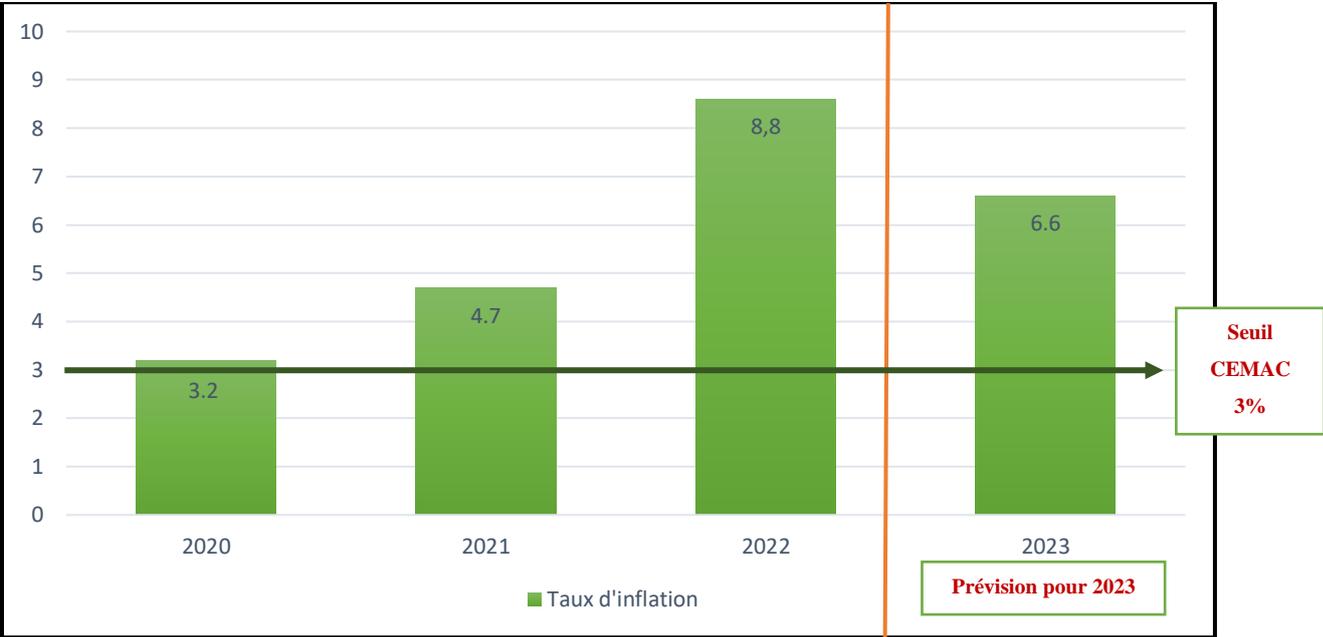
Depuis 2019, le monde est marqué par une période de grande instabilité ; des mutations, aussi bien économiques, géopolitiques qu'écologiques, qui influent sur les perspectives mondiales. L'inflation a atteint des sommets inégalés depuis plusieurs décennies, ce qui a amené les autorités monétaires à restreindre la politique monétaire au détriment des ménages. Aussi, de nombreux pays à faibles revenus sont confrontés à de profondes difficultés budgétaires. En 2022, la venue du conflit Russo-Ukrainien favorise des bouleversements géopolitiques majeurs, compte tenu de la spécificité de ces deux économies reconnues comme les plus grands producteurs et exportateurs de produits céréaliers, pétroliers et gaziers. Aussi, bien que les effets de la pandémie se soient atténués dans la plupart des pays, et continuent de perturber l'activité économique, en particulier en Chine, un autre effet positif à l'inflation mondiale est lié aux changements climatiques. L'intensité des vagues de chaleur et des sécheresses dans l'ensemble de l'Europe et de l'Asie centrale et du Sud a donné un avant-goût d'un avenir plus inhospitalier assombri par les changements climatiques mondiaux.

✚ Une inflation galopante

En effet, l'inflation mondiale s'est située à 8,8% en 2022 contre 4,7% en 2021 (confère graphique 1). Ces pressions inflationnistes sont présentes dans toutes les régions du monde. Pour les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 7,3% en 2022 contre 3,1% en 2021, tandis que pour les pays émergents et en développement, il s'est situé à 9,9% en 2022, contre 5,9% en 2021.

Cette évolution des prix à l'échelle aussi bien internationale que nationale a notamment été soutenue par : (i) le resserrement des conditions financières par les banques centrales dans la plupart des régions du monde à l'exception de la Chine, avec des conséquences sur la hausse des taux d'intérêt et des coûts des produits importés ; (ii) la poursuite de la politique de zéro Covid-19 des autorités chinoises qui ont imposé des contraintes importantes au niveau national, toute chose ayant perturbé davantage les chaînes d'approvisionnement mondiales déjà tendues ; (iii) les sanctions des pays avancés imposées à la Russie du fait du conflit Russo-Ukrainien, et l'aggravation des ruptures d'approvisionnement de gaz vers l'Europe ; (iv) la baisse de la production céréalière en Ukraine. Cette situation a amplifié d'une part, les tensions préexistantes sur les marchés mondiaux des produits de base, et fait grimper d'autre part, les prix du gaz naturel et de l'énergie électrique, notamment dans les pays européens ; (iv) la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, avec des conséquences sur le renchérissement des prix des produits importés par les pays Européens et ceux de la zone franc qui ont précisément été touchés par la hausse des prix des hydrocarbures et la hausse des coûts des intrants de production (engrais, ...).

Graphique 1 : Evolution de l'inflation dans le monde



Source : FMI, 2023

Les taux d'inflation très variables d'un pays à l'autre ou d'une zone à l'autre.

Depuis 2020, l'inflation connaît une augmentation accrue. En 2022, dans les pays avancés, elle a atteint son taux le plus élevé depuis 1982. L'exemple des États-Unis et du Royaume-Uni nous présente des résultats variables. Malgré un léger recul de l'indice des prix à la consommation (IPC) en juillet et août 2022, aux États-Unis, l'inflation a atteint l'un de ses niveaux les plus hauts en une quarantaine d'années, les prix d'août 2022 étant plus élevés de 8,3 % par rapport à un an plus tôt. La zone Euro a vu l'inflation atteindre 10 % en septembre 2022, tandis que le Royaume-Uni a enregistré une inflation annuelle de 9,9 %.

Bien que l'inflation soit un phénomène général qui touche la plupart des pays du monde, c'est dans les pays en développement, parmi les groupes dont les revenus sont les plus faibles, que ses conséquences sont les plus graves. Dans ces pays, les ménages consacrent jusqu'à la moitié de leurs revenus à la consommation des produits alimentaires, ce qui signifie que l'inflation peut avoir un effet particulièrement prononcé sur leurs niveaux de vies. On estime que les pays émergents et les pays en développement ont connu une inflation de 10,1 % au deuxième trimestre de 2022 et de 11,0 % au troisième trimestre, taux le plus élevé depuis 1999.

La crise en Ukraine a des conséquences à l'échelle mondiale sur les prix des produits alimentaires

Malgré l'accord récent de la mer noire sur les exportations de céréales, les cours mondiaux des produits alimentaires restent élevés. L'évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires montre que des facteurs liés à l'offre dominent la dynamique actuelle des prix alimentaires et sont aggravés par les restrictions aux exportations imposées par plusieurs pays. Globalement, l'inflation internationale a augmenté, alimentée par de nouvelles hausses des prix à la consommation de l'énergie et de l'alimentation, alors que la crise en Ukraine a accru les pressions inflationnistes. Les pays dont les régimes alimentaires reposent fortement sur les aliments dont le prix a le plus augmenté, en particulier le blé et le maïs, les pays les plus tributaires des importations de denrées alimentaires et ceux dont les régimes alimentaires comprennent des quantités importantes de denrées qui ont subi de fortes répercussions des cours mondiaux sur les cours locaux sont ceux qui ont été les plus affectés.

Les pays à faibles revenus dont les citoyens souffraient déjà de malnutrition aiguë et d'une surmortalité avant la guerre ont été particulièrement touchés, les conséquences ayant été spécialement graves en Afrique subsaharienne, où la nourriture représente en moyenne 40% environ du panier de consommation, et où le taux de répercussion des prix mondiaux des denrées alimentaires sur les prix alimentaires intérieurs est relativement élevé, à 30%¹.

Les produits alimentaires contribuent fortement à l'inflation mondiale. Il s'agit pour la plupart des huiles végétales, des céréales, des produits laitiers, du sucre et de la viande. Le niveau général des prix des huiles végétales (187,8 en 2022 contre 164,9 en 2021) et des céréales (154,7 en 2022 contre 131,2 en 2021) restent les plus élevés.

Au premier semestre 2023, l'Indice des Prix des Produits alimentaires est en légère baisse (126,8 au 2023* contre 143,7 en 2022). Seul le niveau général du prix du sucre est en hausse (138 en 2023* contre 114,5 en 2022).

Tableau 1 : Evolution de l'Indice des prix des produits alimentaires de 2018 à Juin 2023 dans le monde.

Périodes	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Indice des prix des produits alimentaires	95,9	95,1	98,1	125,7	143,7	126,8
Viande	94,9	100	95,5	107,7	118,8	115,3
Produits laitiers	107,3	102,8	101,8	119,1	142,4	124,6
Céréales	100,8	96,6	103,1	131,2	154,7	137,5
Huiles végétales	87,8	83,2	99,4	164,9	187,8	128,8
Sucre	77,4	78,6	79,5	109,3	114,5	138

Source : FAO, 2022, (*) Moyenne arithmétique sur les 6 premiers mois.

Une analyse de l'évolution de l'indice des prix des produits alimentaires au courant de l'année 2022, montre une hausse continue de Janvier à Mars et une légère baisse de Mai à Octobre, de la viande, des produits laitier et céréaliier et même des huiles végétales soit en hausse mois après mois, cette hausse est plus accentuée à partir du mois de Mars jusqu'en juin, due aux perturbations des chaine d'approvisionnement de ces denrées de grande consommation du fait de la crise Ukrainienne débutée en février 2022. A partir de Juillet 2022, certaines mesures prises par les Etats pour limiter les effets de la crise commencent à porter fruit.

¹ Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, FMI, 2022.

L'inflation a atteint son niveau maximal au mois de Juin. Après le mois de juillet le niveau de l'inflation a commencé à baisser tout en restant très au-dessus du seuil acceptable.

Tableau 2 : Evolution de l'Indice des prix des produits alimentaires au courant de l'année 2022

Période	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
IPC produits alimentaires	135,6	141,1	159,7	158,4	157,9	154,2	140,6	137,6	136	135,9	134,7	131,8
Viande	112,1	113,4	119,3	121,9	122,7	124,7	124,1	121,1	120,1	118,4	114,6	112,4
Produits laitiers	132,6	141,5	145,8	146,7	143,9	149,8	146,1	143,4	142,6	140,1	137,4	138,2
Céréales	140,6	145,3	170,1	169,9	173,5	166,3	147,3	145,6	147,9	152,3	150,1	147,3
Huiles végétales	185,9	201,7	251,8	237,5	229,2	211,8	168,8	163,3	152,6	150,1	154,7	144,6
Sucre	112,7	110,5	117,9	121,5	120,4	117,3	112,8	110,5	109,7	109	114,4	117,2

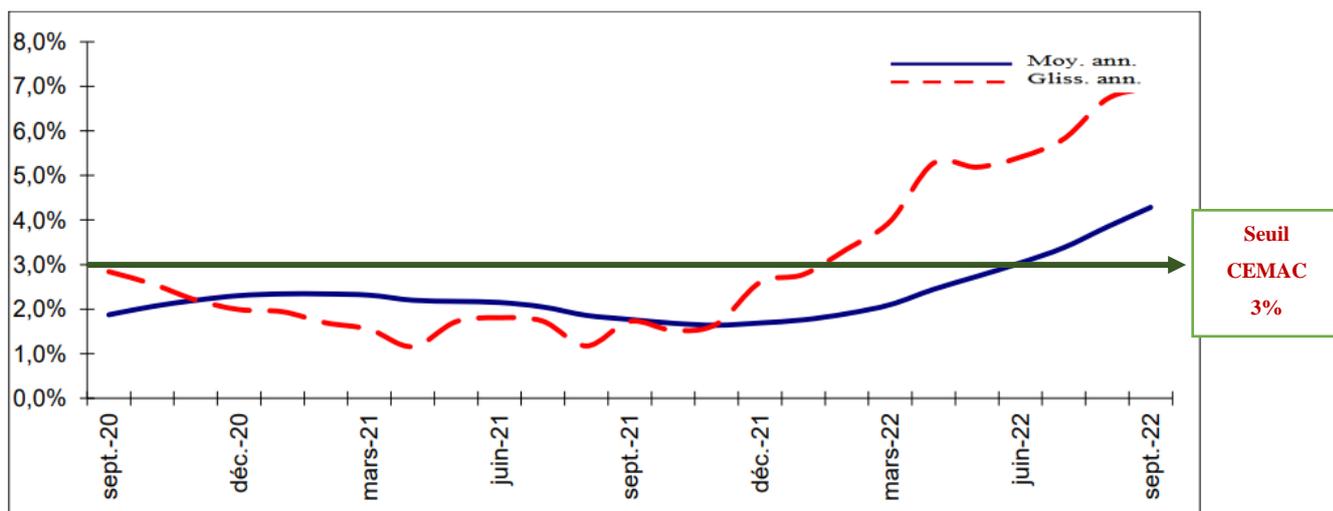
Source : FAO, 2022

2. Pressions inflationnistes dans la zone CEMAC

Selon les données de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), le taux d'inflation dans la CEMAC s'est établi à 5,5% en 2022 contre 1,5% en 2021. Dans la sous-région CEMAC, les pays contribuent en proportion inégale à la dynamique de cette inflation. Les six (06) économies de la CEMAC œuvrent pour lutter contre la flambée des prix causée d'une part par des chocs exogènes avec le déclenchement du conflit Russo-Ukrainien qui s'est greffé au contexte sanitaire marqué par la Covid-19. D'autres parts, par les chocs internes dus aux aléas climatiques qui perturbent significativement l'offre alimentaire domestique. Les coûts d'engrais demeurent élevés exerçant une pression sur les coûts de production agricoles dans la Sous-Région.

En termes d'évolution de l'inflation sur la période de Septembre 2020 à Septembre 2022, le pic s'est établi à 7% au mois de Septembre 2022 en glissement annuel.

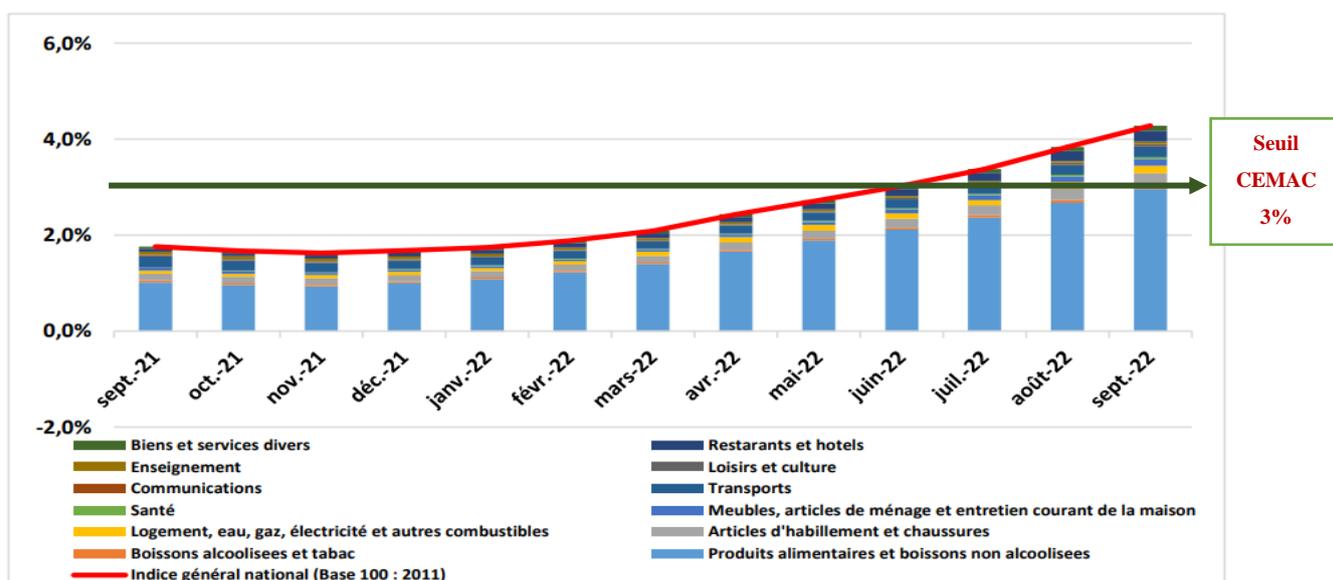
Graphique 2 : Evolution de l'inflation dans la CEMAC de Septembre 2020 à Septembre 2022



Source : BEAC, 2022

La dynamique de l'indice des prix à la consommation dans la sous-région CEMAC a été principalement impactée à court terme sur la période par une contribution à la hausse de la fonction « *produits alimentaires et boissons non alcoolisées* » (3 points en moyenne annuelle en Septembre 2022, contre 1 point un an plus tôt). Les autres fonctions à l'instar de « *restaurants et hôtels* », « *meubles, articles de ménage et entretien courant de maison* », « *transports* » et « *articles d'habillement et chaussures* » ont faiblement, quant à elles favorisé l'inflation.

Graphique 3: Contributions des fonctions de consommation à l'IPC de la CEMAC entre Septembre 2021 et Septembre 2022. (En moyenne annuelle)



Source : BEAC, 2022

Au troisième trimestre 2022, les pressions inflationnistes se sont accentuées dans la CEMAC. Cette persistance de l'inflation tient place dans un contexte d'inflation mondiale toujours forte, une dépréciation de l'euro, des cours mondiaux des biens alimentaires élevés et des perturbations dans les circuits d'approvisionnements internationaux.

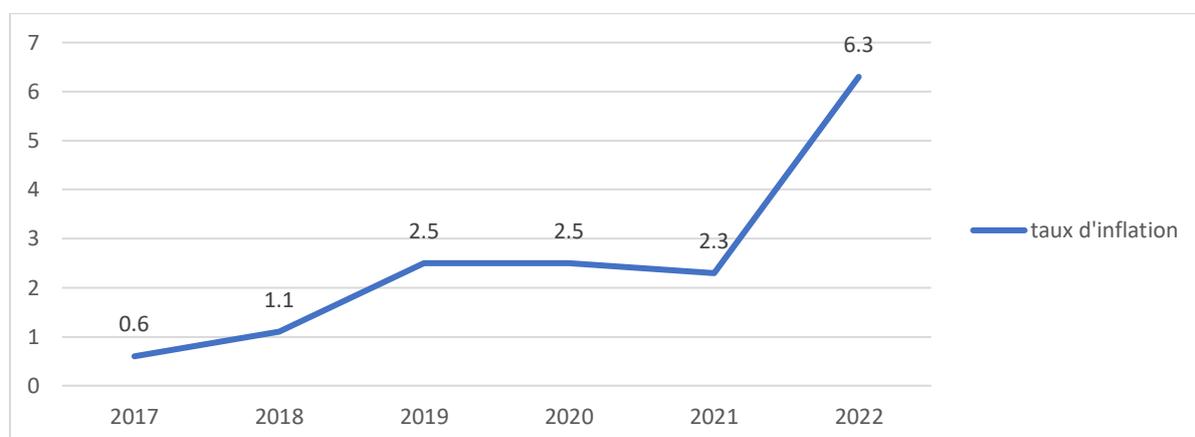
II. DIAGNOSTIC NATIONAL ET EFFETS D'ENTRAÎNEMENT

1. Evolution et causes de l'inflation au niveau national

Au Cameroun, le niveau général de prix a progressé de 15,3% de 2017 à 2022. Pour l'année 2022, le taux d'inflation s'est établi à 6,3% contre 2,3% en 2021, dépassant ainsi le seuil de 3% retenu par la CEMAC dans son dispositif de surveillance multilatérale. Selon les données de l'INS, le principal déterminant de cette poussée inflationniste est l'accélération des prix des produits alimentaires (+12,9%), en lien avec la progression des prix des huiles et graisses (27,0%), des pains et céréales (16,3%) ainsi que des poissons et fruits de mer (14,4%). Cette inflation peut être expliquée par sur le plan externe, à la fois par les effets néfastes de la Covid-19 qui sévit depuis 2020 et surtout par le conflit Russo-Ukrainien, qui ont davantage contribué au renchérissement, sur le marché international, des prix des céréales, des oléagineux, des matières premières, des intrants agricoles, de l'énergie, des matériaux de construction, et du fret maritime. Sur le plan interne, les tensions inflationnistes persistent en dépit du durcissement par la BEAC de sa politique monétaire et des mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages.

➤ Evolution du taux d'inflation au Cameroun entre 2017 et 2022.

Graphique 4 : Evolution de l'inflation au Cameroun sur la période 2017-2022

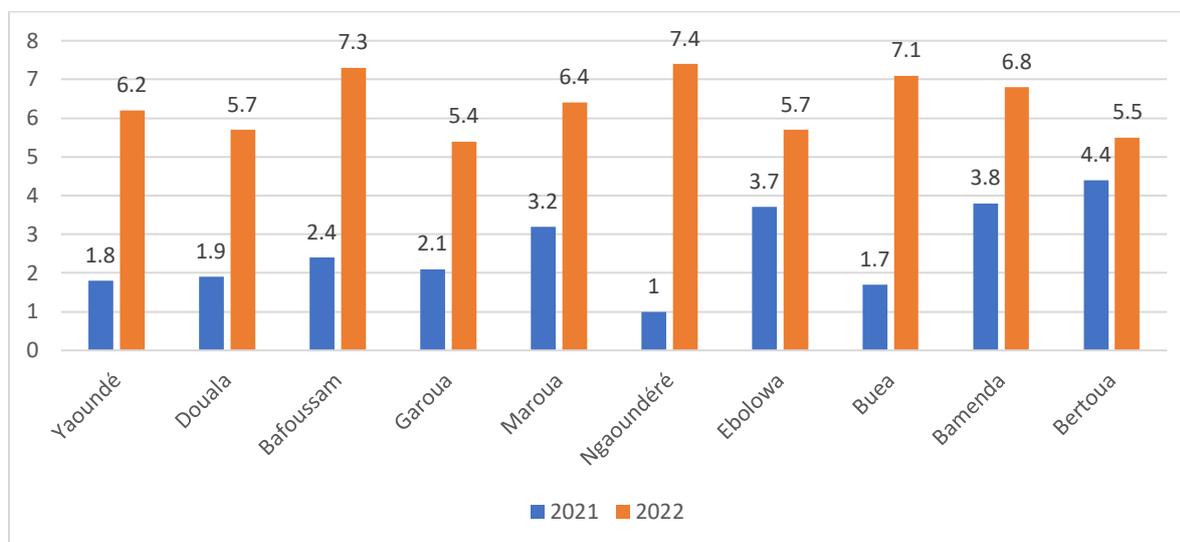


Source : INS, 2022

➤ **L'inflation couvre toutes les villes du Cameroun et est influencée par les conditions mondiales difficiles**

En 2022, le taux d'inflation au niveau national est porté par 03 régions, dont l'Adamaoua (7,4%), l'Ouest (7,3%) et le Sud-Ouest (7,1%). Les régions qui connaissent un niveau d'inflation bas sont le Nord (5,4%), L'Est (5,5%), le Sud (5,7 %) et le Littoral (5,7%). Les régions qui ont enregistré une évolution très forte du taux d'inflation entre 2021 et 2022 sont respectivement l'Adamaoua (6,4%), le Sud-Ouest (5,4%) et l'Ouest (4,9%).

Graphique 5 : Niveau de l'inflation (en %) dans les Chefs-lieux des régions en 2021 et 2022.



Source : INS 2022

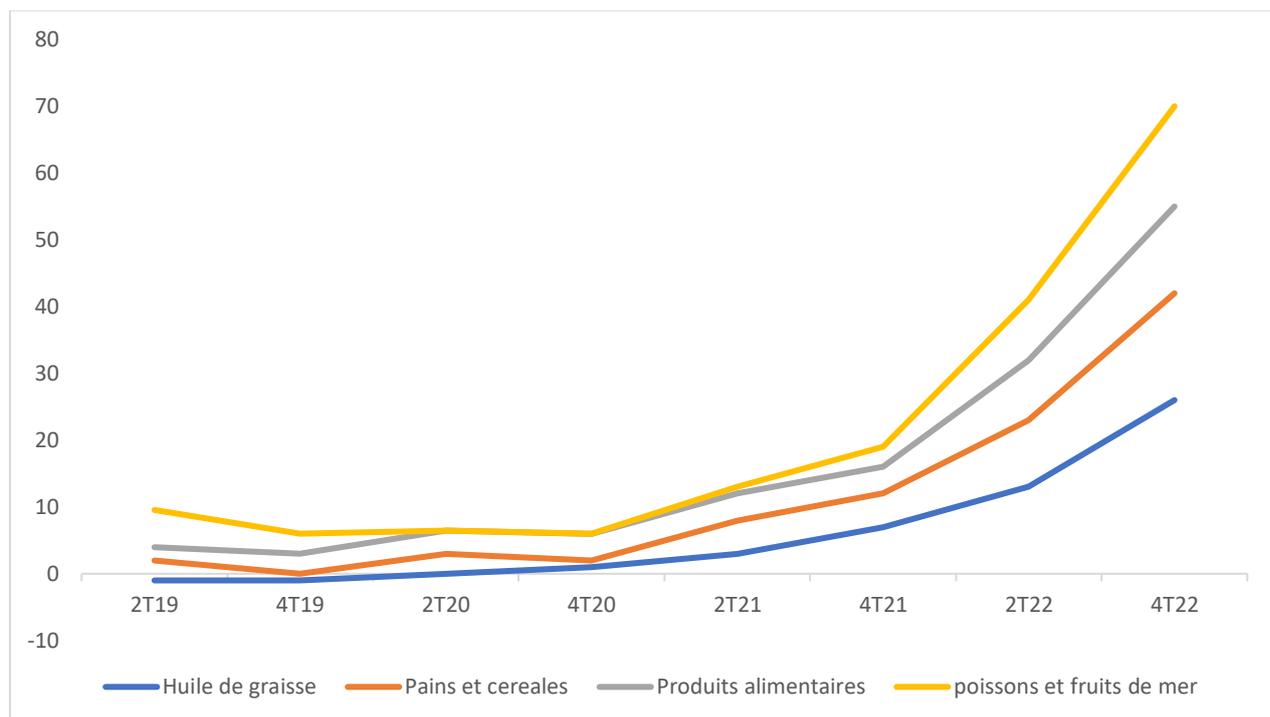
D'après les statistiques de l'INS, en 2022, le niveau général des prix est soutenu en grande partie par l'accroissement de 12,9% des prix des produits alimentaires et de 6,3% des prix de services de restaurants et hôtels. Les principales hausses de prix des produits alimentaires ont concerné les huiles et graisses (27,0%), les pains et céréales (16,3%), les poissons et fruits de mer (14,4%), les viandes (12,2%), les laits, fromages et œufs (10,7%) et les légumes (7,6%). Par ailleurs, certains matériaux de construction habituellement utilisés par les ménages pour leurs petits travaux de construction ou de réhabilitation/réparation subissent également la flambée des prix. Il s'agit notamment du ciment, des tôles, des tuyaux PVC, des carreaux de mur et du fer à béton.

Les principales causes

- ✓ La hausse de 27,0% des prix des huiles et graisses résulte en grande partie de l'accroissement des prix des huiles brutes, des huiles raffinées et des autres matières grasses (pâte d'arachide locale, noix de palme).
- ✓ Les prix des pains et céréales sont en hausse de 16,3% en lien avec l'augmentation des prix des pâtisseries, gâteaux, biscuits et viennoiseries, des pains, des farines, semoules et gruaux (farine de blé, farine de maïs, farine de mil, farine pâtissière), des céréales non transformées (maïs sec en grain, riz, mil sec en grain), et des pâtes alimentaires.
- ✓ L'accroissement de 14,4% des prix des poissons et fruits de mer découle de la hausse des prix des poissons frais, des poissons et autres produits de mer congelés, des poissons et autres produits séchés ou fumés et des autres conserves de poisson (sardine à huile végétale, sardine à sauce).
- ✓ L'augmentation de 12,2% des prix de la viande découlent principalement de la hausse des prix de la volaille, de la viande de bœuf, de la viande de porc, de la viande de mouton et de la viande de chèvre.
- ✓ Les prix des « laits, fromages et œufs » augmentent de 10,7% en lien avec la hausse des prix des laits et dans une moindre mesure des produits laitiers et des œufs.
- ✓ Les prix des légumes ont grimpé de 7,6% du fait surtout d'un renchérissement des légumes frais en fruit ou racine (oignon frais, haricot vert, carotte, poivron, concombre), des légumes secs et oléagineux (arachides décortiquées, haricot sec), des légumes frais en feuille, des tubercules, plantains ainsi que des autres produits à base de tubercules et plantains.

Les prix des « sucres, confitures, miels, chocolats et confiseries » augmentent de 4,8% du fait de la hausse des prix du sucre ainsi que ceux des confitures, miels, chocolats et confiseries.

Graphique 6: Evolution des prix des produits alimentaires au Cameroun (en %)



Source : INS, 2022

➤ **La pression causée par la hausse des prix des hydrocarbures**

Avec une inflation déjà projetée à 6% durant l'année 2023 par le FMI, soit le double du seuil toléré dans la zone CEMAC, le Cameroun sous pression de la conjoncture internationale marquée par la hausse des prix du pétrole brut, de produits pétroliers finis et du fret maritime, a dû faire sauter le verrou autour des produits pétroliers à la pompe.

Afin de créer un espace budgétaire pour financer les investissements productifs et les dépenses sociales, le Cameroun a à compter de Février 2023 levé la subvention de près de 700 milliards de FCFA en 2022 sur le super, le gasoil et le pétrole lampant. Ainsi, le litre du super dans les stations-service du pays est passé de 630 FCFA à 730 FCFA (+15,87%) ; le litre de gasoil est passé de 575 FCFA à 720 FCFA (+25,21%).

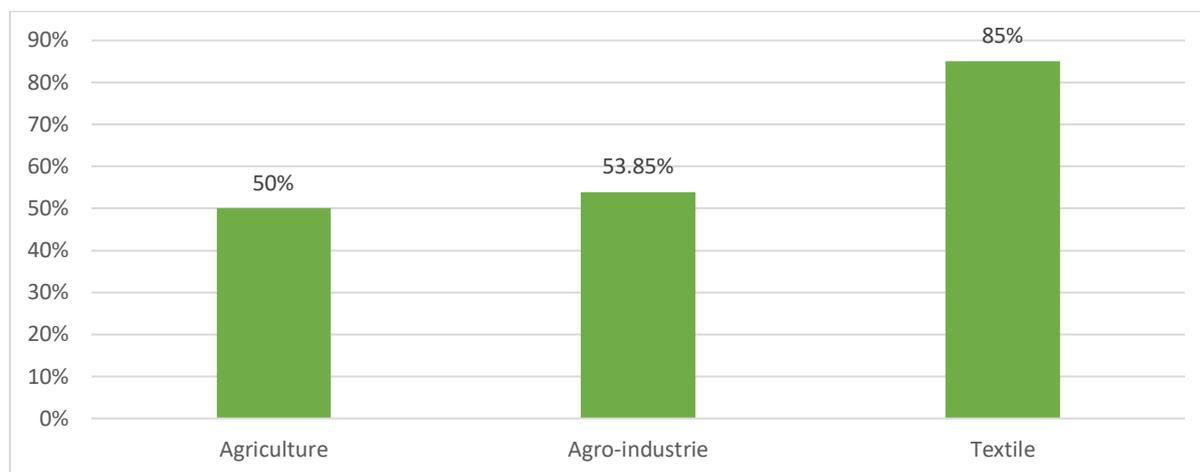
Les conséquences de ces augmentations touchent principalement :

- **Les entreprises**

L'inflation atteint le niveau record. Les entreprises camerounaises l'ont bien senti. En 2022, le prix élevé des matières premières constitue la raison majeure de l'augmentation des coûts de production (36,83 %) et des coûts de transport (29,71%).

La persistance des effets de la Covid-19 explique aussi cette évolution des coûts selon 14,36 % chefs d'entreprises. Tous les secteurs sont touchés par la flambée des prix (confère graphique 7).

Graphique 7 Proportion d'entreprises impactées par l'inflation selon la branche d'activités au Cameroun (en %)



Source : MINPMEESA, 2022

Les entreprises de la branche agriculture, agro-industrie et Textile ont été particulièrement impactées par le coût de la matière première². La baisse du niveau de vente est expliquée par la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

La faible propension des chefs d'entreprise à recruter de nouveaux personnels, semble être liée au niveau général de leur activité qui pousse rationnellement ces chefs d'entreprises à maintenir pour la plupart les facteurs de production constants.

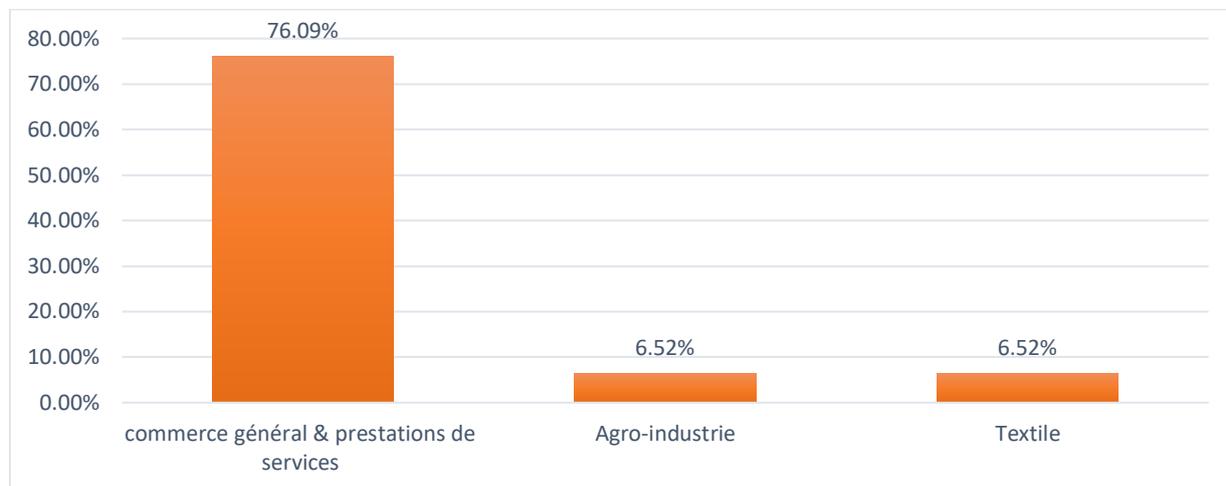
En plus des coûts de production élevés, on note une baisse des activités des entreprises. La proportion des chefs d'entreprises dont le niveau de vente a baissé en 2022 par rapport à 2021 est de 50,3 %. L'une des principales raisons de la hausse des coûts de production est celle liée à la hausse des prix des matières premières notamment dans le sous-secteur agro-industrie, où la plupart de ces biens se raréfie du fait de la forte demande sous-régionale qui offre au producteur un prix plus concurrentiel que celui offert sur le marché local.

L'inflation affecte également le niveau d'emploi des Petites et Moyennes Entreprises (PME) camerounaises ; par conséquent affecte la production totale. 85,15% des Chefs d'entreprises enquêtés déclarent n'avoir pas recruté de personnels salariés supplémentaires en 2022.

² Note de conjoncture du quatrième trimestre, MINPMEESA 2022

Néanmoins, le peu d'emplois créés au cours de ce trimestre concernent principalement les branches commerce général & prestations de services, agro-industrie et textile.

Graphique 8 : Proportion des chefs d'entreprises ayant créés de nouveaux emplois du 4^{ème} trimestre 2022 selon la branche d'activité



Source : MINPMEESA, 2022

La trésorerie des PME est affectée négativement. 54,9% des chefs d'entreprises enquêtés ont déclaré avoir eu une trésorerie difficile en 2022. Les Chefs d'entreprises enquêtés dont la situation de trésorerie n'a pas été aisée évoquent principalement la baisse du pouvoir d'achat (75%) et les mauvaises ventes (67, 6%).

Le niveau d'investissement est relativement faible. La tendance à réaliser de nouveaux investissements est à la baisse en 2022 par rapport à 2021. En effet, seulement 12,17% des chefs d'entreprises enquêtées ont réalisé de nouveaux investissements contre seulement 8,90% au 1^{er} trimestre 2022

- **Les ménages** : avec d'ores et déjà la flambée des prix des denrées alimentaires constatée depuis 2022 suite au conflit Russo-Ukrainien, les entreprises répercutent la compensation des coûts de production élevés sur les prix des produits du marché national. Les produits principalement affectés sont les produits agricoles.

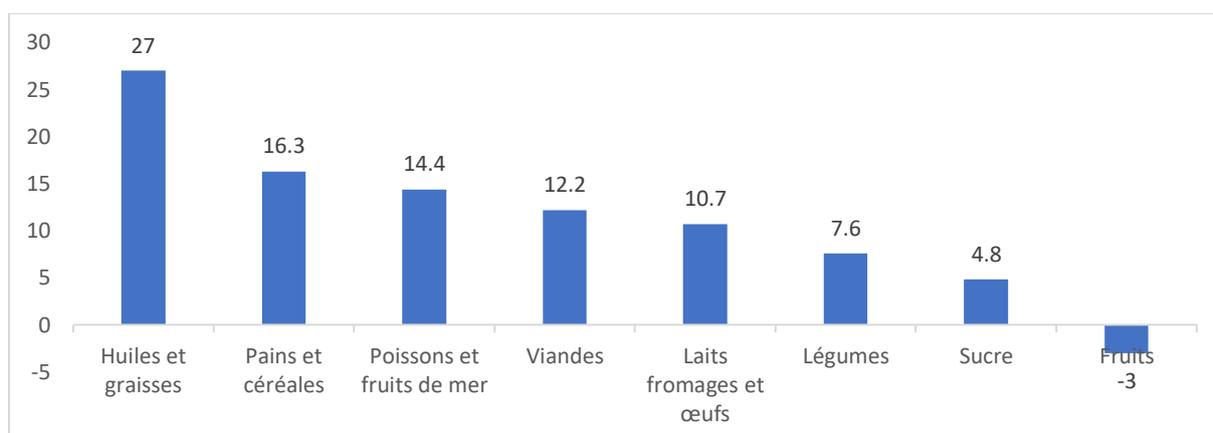
2. Principaux produits affectés par le conflit Russo-Ukrainien

a. Le regain des prix des produits alimentaires

La guerre provoque une raréfaction des céréales, des intrants et autres produits alimentaires (le blé, l'huile de tournesol, huile de soja ...) pour lesquels la Russie et l'Ukraine sont parmi les plus grands exportateurs vers l'Afrique³. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), après un pic record de l'indice FAO des produits alimentaires en mars 2022, celui-ci a repris sa tendance à la baisse depuis janvier 2023 pour s'établir en moyenne à 124,3 points en mai 2023, soit une baisse de 3,4 points par rapport au mois d'avril et de 35,4 points par rapport à son niveau record atteint en mars 2022. La baisse enregistrée en mai s'explique par l'important recul des indices des prix des huiles végétales, des céréales et des produits laitiers, qui a été partiellement compensé par la hausse des indices des prix du sucre et de la viande.

Au Cameroun, l'évolution des prix des produits alimentaires est en étroite corrélation avec la variation de l'indice FAO. En effet, en 2022, les prix des produits alimentaires au Cameroun ont grimpé de 12,9% (INS, 2022) principalement catapultés par la progression des prix des huiles et graisses (+27,0%), des pains et céréales (16,3%) et des poissons et fruits de mer (+14,4%). Les prix des viandes (+12,2%), « des laits, fromages et œufs » (+10,7%), des légumes (+7,6%) et du « sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie » (+4,8%) ont également connu une évolution à la hausse tandis qu'une baisse des prix des fruits a été enregistrée (3%).

Graphique 9 : Evolution des prix des produits alimentaires (en %)



Source : INS, 2022.

³ La Russie et l'Ukraine fournissent 30% (FAO) du blé mondial

Les augmentations de prix sont diverses sur les produits de consommation de masse, entre autres et selon l'ordre d'importance on peut citer :

- L'accroissement des prix des huiles brutes, des huiles raffinées, des pâtes d'arachide locale et de la noix de palme en ce qui concerne la hausse des prix des huiles et graisses ;
- L'augmentation des prix des pâtes alimentaires, des céréales non transformées (riz, mil sec en grain, etc...), des pâtisseries et des gâteaux en ce qui concerne la hausse des prix des pains et céréales ;
- L'évolution à la hausse des prix des produits séchés ou fumés, des poissons frais, des autres produits de mer congelés et des autres conserves de poisson (sardine à huile végétale, sardine à sauce) en ce qui concerne la hausse des prix des poissons et fruits de mer ;
- La valorisation à la hausse des prix des viandes de bœuf, de la volaille, du porc, du mouton et de la chèvre en ce qui concerne la hausse des prix des viandes ;
- L'accroissement des prix des laits, des produits laitiers et des œufs en ce qui concerne la hausse des prix des « *laits, fromages et œufs* » ;
- Le renchérissement des légumes frais en fruit ou racine, des légumes secs et oléagineux, des légumes frais en feuille, des tubercules, plantains ainsi que des autres produits à base de tubercules et plantains, en ce qui concerne la hausse des prix des légumes ;
- Et enfin la hausse des prix du sucre, des confitures, des miels, des chocolats et des confiseries comme tributaire à la hausse des prix des « *sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie* ».

L'ensemble de ces éléments met en évidence le niveau de vulnérabilité alimentaire du pays et laisse présager une perte en points sur sa croissance économique.

b. La hausse des prix des matériaux de construction, des matières premières et de l'énergie

Durant l'année 2022, aussi vrai que l'inflation globale est d'origine locale (portée à 5 points de pourcentage par la hausse des prix des produits locaux), l'inflation importée contribue tout de même à 1,3 point de pourcentage à l'inflation totale. Cependant, cette inflation importée est tributaire à l'évolution des prix de certains matériaux de construction habituellement utilisés par les ménages pour leurs petits travaux de construction ou de réhabilitation/réparation subissent la flambée des prix (ciment, des tôles, des tuyaux PVC, des carreaux de mur et du fer à béton), les prix des matières premières et de l'énergie.

c. Les principales raisons

De ces constats, plusieurs raisons peuvent favoriser la hausse observée des prix des produits de consommation de masse :

- (i) **l'insuffisance de la production nationale**, en raison de la faible capacité du système productif national, des conditions météorologiques défavorables (avec pour conséquence directe l'augmentation de mauvaises récoltes, de perte de bétail, la dégradation des pâturages et letarissement des points d'abreuvement, et les disponibilités réduites en produits halieutiques, aquacoles et forestiers), de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui, d'une part, limite la production et d'autre part, entrave l'acheminement des produits,
- (ii) **l'approvisionnement limité des grands centres de consommation** à cause de la dégradation de certains axes du réseau routier ou ferroviaire,
- (iii) **les pratiques spéculatives de certains commerçants**,
- (iv) **la répercussion, certes partielle, des tensions sur les coûts** (notamment les matières premières et les intrants agricoles) sur les prix de vente aux consommateurs,
- (v) **les difficultés d'approvisionnement**, la faiblesse des stocks de sécurité et la pénurie de certains produits.

En ce qui concerne les produits importés, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions du monde, le conflit opposant l'Ukraine à la Russie, la persistance de la pandémie de Covid-19, les restrictions aux exportations imposées par plusieurs pays producteurs, sont autant de facteurs qui ont créés des chocs liés à l'offre. En outre, la perte de valeur du FCFA face au dollar a entraîné un renchérissement des importations de matières premières et de denrées alimentaires. Ainsi, les importations des produits comme le riz, le blé, les autres céréales, le carburant et le gaz domestique ont été très coûteuses.

III. IDENTIFICATION DES MESURES D'ATTENUATION

1. Quelques mesures adoptées par l'Etat

Tout d'abord, il est important de revenir sur les fondamentaux fixés par la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) qui, dans un sens qui oriente l'économie vers un redressement de ses activités. De manière générale, elle prévoit :

- (i) *Le soutien à la production et à la transformation des produits de grande consommation ;*

- (ii) *La mise en place des dispositifs adaptés et dédiés au financement des entreprises ;*
- (iii) *La dynamisation des branches/filières de croissance ;*
- (iv) *Le renforcement de la compétitivité des entreprises.*

Ensuite, afin « de garantir le pouvoir d'achat des consommateurs » grâce à ces mesures visant « à préserver les équilibres budgétaires, face à la flambée des prix des produits pétroliers sur le marché international », les salaires des agents publics sont revalorisés de 5,2%, tandis qu'après « examen concerté avec les partenaires sociaux », le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) passe désormais de 38 000 à 41 875 FCFA.

Concernant précisément l'année 2023, le gouvernement entend mettre sur en œuvre des mesures incitatives inscrites dans la loi des finances 2023. Il s'agit de :

- (i) l'exonération des taxes fiscalo-douanières à l'importation de certains produits ;
- (ii) la suspension de la redevance portuaire ;
- (iii) l'abattement du coût du fret à intégrer dans la valeur en douane ;
- (iv) la suspension du précompte de l'achat sur plusieurs produits ;
- (v) le démantèlement des barrages routiers illégaux pour réduire les coûts d'acheminement des produits agricoles vers les marchés.

Outre ces mesures, les sujets suivants peuvent être évoqués :

- Il est impératif pour l'Etat de prendre connaissance des produits les plus sollicités par la demande intérieure, analyser ensuite les produits d'importation prioritaires qui plombent la balance commerciale afin d'identifier ceux qu'il peut produire localement et ceux qui peuvent être substitués en vue de limiter les importations selon les caractéristiques d'analyse des avantages comparatifs dont il dispose.
- Il est important de nouer davantage de partenariats techniques et financiers pour l'acquisition des matériels de production, de la technologie moderne dans le développement de l'agro-industrie sous-secteur prioritaire qui regorge la plus grande partie de la main d'œuvre locale. Le surplus de production issue de cette industrialisation agricole pourra permettre à l'Etat dans le moyen et long terme à investir dans les secteurs les plus porteurs comme le raffinage du pétrole qui favoriserait au Cameroun un gain de croissance important pour asseoir son émergence économique à l'horizon 2035 ;

- l'intérêt de définir des mesures nécessaires à orienter la consommation domestique vers les produits locaux est impérative pour l'Etat car l'accroissement quantitatif et qualitatif des produits de consommation de masse ne garantit pas à priori leur consommation domestique, l'exemple des « biens Giffen » qui quelque soit le prix présentent un intérêt à toujours orienter sa consommation vers les habitudes alimentaires communes qui sont déjà plus dense pour les produits importés qui portent l'inflation nationale;
- L'Etat doit mettre sur pied un système d'adaptation préventif capable d'anticiper les chocs externes et internes par la définition d'un fonds spécial pour les risques afin d'atténuer les effets d'une quelconque crise.
- Comme leçon apprise de la crise sanitaire, pour atténuer les effets de ce nouveau choc exogène, le Cameroun pourrait mettre en œuvre une politique budgétaire plus expansionniste et suffisamment accommodante (Allègement fiscal au profit des sociétés privées clés, faire émerger des champions nationaux chargés de booster la production).

2. Perspectives sur l'évolution de l'inflation.

➤ Un avenir d'incertitudes au niveau mondial

Le Fonds Monétaire International, table sur une prévision de l'inflation mondiale située autour de 6,5 % en 2023 par rapport à 8,8% obtenue en 2022. Les perspectives pour la plupart des économies ont été légèrement revues à la hausse depuis juillet 2022, mais sont notablement supérieures aux prévisions réalisées plus tôt dans l'année. D'un quatrième trimestre à l'autre, l'inflation globale à l'échelle mondiale culmine à 9,5 % au troisième trimestre de 2022 avant d'être ramenée à 4,7 % d'ici au quatrième trimestre de 2023 selon les prévisions du FMI. La désinflation prévue en 2023 se produit dans pratiquement toutes les économies, mais est plus prononcée dans les pays avancés. La désinflation sera plus rapide dans les pays avancés. Elle sera plus forte en 2023 pour un niveau donné d'inflation en 2022 par rapport aux pays émergents. La raison la plus plausible est liée au fait que les économies les plus fortes jouissent d'une crédibilité accrue des cadres monétaires existants.

➤ La remontée des effets pervers de l'inflation importée et des changements climatiques en zone CEMAC

Les perspectives à court et à moyen terme de l'inflation dans la zone montrent qu'elle devrait dépasser largement la barre de 3,0%, jusqu'en 2024.

Plus précisément, l'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC devrait atteindre son pic oscillant autour de 5,8 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2023, avant de commencer sa décélération pour se situer à 4,2% en 2024, avant de retomber progressivement au niveau de la norme communautaire à l'horizon 2025. La trajectoire des prix dans la CEMAC serait sensiblement influencée à moyen terme par l'inflation importée dont la diffusion des effets ne sont pas instantanés et devraient s'étaler sur les prochains trimestres. En effet, au niveau extérieur, l'évolution de la situation géopolitique mondiale, la hausse des cours des biens alimentaires (notamment du blé), les effets des perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales, de la hausse des coûts des intrants industriels et agricoles ainsi que la dynamique du coût du fret maritime devraient faire peser des risques inflationnistes marqués dans la Zone. Au niveau intérieur, la demande domestique toujours atone dans de nombreux pays, la faible indexation des salaires à l'inflation, le maintien des prix administrés sur certaines denrées de première nécessité et une maîtrise des coûts de l'énergie (prix à la pompe notamment) constituent des leviers importants de modération de la dynamique inflationniste dans la CEMAC. Toutefois, le spectre des aléas climatiques dans les zones sahéliennes de la Sous-région constitue un facteur interne de risque inflationniste, notamment pour les biens alimentaires.

➤ **Une inflation au-delà de 3% au Cameroun**

Selon l'INS, les perspectives d'inflation sont influencées par le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, le conflit opposant l'Ukraine à la Russie, les effets persistants de la pandémie de la Covid-19, la dépréciation du FCFA vis-à-vis du Dollar, le réajustement des prix du carburant à la pompe et les nouvelles dispositions fiscales de la Loi des finances 2023. En définitive, en considérant le réajustement de 15,9% du prix du litre du super et de 25,2% du prix du litre du gasoil et sous l'hypothèse du maintien du rythme mensuel actuel d'évolution des prix, le taux d'inflation de 2023 pourrait se situer au-delà de 6%.

CONCLUSION

Les signes d'une croissance timide de l'économie mondiale prévue pour 2023 et perceptible sur la scène internationale donnent à penser à un rééquilibrage de l'économie mondiale en faveur d'une baisse du niveau de l'inflation. Dans un contexte marqué par une inflation obstinément élevée, une perturbation dans l'ensemble du secteur financier et la persistance des effets pervers de la crise Russo-Ukrainienne, les risques de dégradation des perspectives restent très élevés et la probabilité d'assister à un nouveau déséquilibre demeure.

Malgré cette trajectoire non satisfaisante par rapport aux prévisions de la croissance économique au Cameroun et l'effet pernicieux de l'inflation importée sur l'atteinte des objectifs de la SND30, l'économie Camerounaise fait preuve d'une bonne résilience jusqu'à présent. Cette résilience se justifie principalement par la diversité de l'offre des produits locaux sur le marché et par la politique de stabilisation des prix des produits pétroliers à la pompe grâce aux subventions de l'Etat en 2022 d'environ 775 milliards de FCFA.

Par ailleurs, Bien que l'inflation sur les produits alimentaires restent élevée, le Gouvernement conscient du rôle capital que les PMEESA jouent dans la dynamisation de l'appareil productif, ne lésine pas sur les moyens afin de juguler la conjoncture actuelle et atteindre l'objectif de transformation structurelle de l'économie. Pour cela, il entend bien poursuivre avec l'implémentation de la politique Mix import-substitution afin de réduire la dépendance extérieure et contrecarrer les effets de l'inflation importée ; la mise en œuvre des mesures de lutte contre la spéculation ; les ventes promotionnelles pour soulager les ménages et enfin les dispositions incitatives de la Loi de finances 2023.

Toutefois, les besoins de l'économie en financement de l'industrialisation s'intensifient de plus en plus et plongent ce dernier dans une spirale d'endettement qui devrait si elle n'est pas maîtrisée, dégrader considérablement ses capacités d'absorption des crises. Un regard très attentif s'impose au vue des définitions de mesures préventives d'atténuation des crises, à identifier les secteurs les plus rentables sur lesquels l'Etat devrait établir sa politique de développement industriel au profit de la croissance économique.

A cet effet, certaines actions spécifiques peuvent être mises en avant par les pouvoirs publics, outre les mesures incitatives de la Loi de finances 2023 déjà en cours et favorables à atténuer de façon significative les effets de l'inflation sur l'économie, afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et la convergence des objectifs d'industrialisation que s'est fixé le Cameroun à l'horizon 2030. Il s'agit entre autres de :

- i. Identifier les produits de grande consommation pour lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif afin de densifier leur production selon les normes prévues par le marché local,
- ii. Catégoriser les produits de substitution sur la base des produits spécifiques importés qui plombent la balance commerciale afin d'en produire les substituts locaux ;
- iii. Densifier les partenariats techniques et financiers pour booster l'acquisition par les PMEESA des techniques et outils modernes de production/transformation industrielle ;
- iv. Mettre en avant les champions nationaux opérant les secteurs prioritaires à l'industrialisation afin de favoriser une émergence plus rapide d'une pléthore de produits locaux sur les marchés ;
- v. Orienter la consommation domestique vers les produits locaux par la définition des mesures spécifiques d'attrait de la consommation domestique vers les produits locaux ;
- vi. Mettre en place un système de mesures d'anticipation sur les chocs exogènes et endogènes par la définition d'un fond spécial d'atténuation des risques éventuels sur l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

- [1]. INS (2023). *Evolution de l'inflation au cours de l'année 2022* ;
- [2]. INS (2022). *Commerce extérieur : Echanges commerciaux entre le Cameroun, l'Ukraine et la Russie* ;
- [3]. FMI (Octobre 2022). *Perspectives de l'économie mondiale : Riposter à la crise du cout de la vie* ;
- [4]. Banque Mondiale (2021). *Commodity Markets Outlook: Urbanization and commodity demand*;
- [5]. Policy Brief (2022). *Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine pour l'Afrique et le Maroc* ;
- [6]. BEAC (2022). *Note sur l'évolution de l'inflation dans la CEMAC au 31 décembre 2021 et perspectives à court et moyen terme* ;
- [7]. BEAC (2022). *Evolution des cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC au 4ème trimestre 2021* ;
- [8]. Eléments sur les données recueillis de la FAO

ANNEXES

Annexe 1 Rappels conceptuels sur l'inflation

L'**inflation** est souvent définie comme "la perte de pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix".

La mesure de l'inflation au Cameroun

Le taux d'inflation est actuellement évalué à partir de l'Indice des Prix à la Consommation finale (IPC). Cette mesure est partielle, étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

Le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC) a lieu à partir des relevés de prix effectués par les agents de collecte chaque mois dans les mêmes points de vente et pour les mêmes produits et services. L'ensemble des prix collectés est ensuite agrégé puis pondéré en fonction de la part que les ménages y consacrent en moyenne. Ce panier type de la ménagère est à actualiser en principe tous les 5 ans.

Source : INS, 2022 (en %)

Annexe 2 Principales exportations ukrainiennes et russes et leurs parts dans le commerce mondial

Top 10 des exportations ukrainiennes	Part dans les importations mondiales (%)	part dans les exportations ukrainiennes (%)	Top 10 des exportations russes (%)	Part dans les importations mondiales (%)	part dans les exportations russes (%)
Huiles végétales	6,7	9,3	Engrais manufacturés	12,5	20
Céréales	6	20	Charbon/coke /briquettes	11,6	4
Graines oléagineuses et fruitières	3,1	5	Pétrole et produits pétroliers	10,9	45,5
Fer et acier	2,3	18,8	Gaz naturel et manufacturé	8,7	6,8
Aliments pour animaux	1,8	3	Liège et bois	8,4	1,5
Minerais et déchets métalliques	1,1	8,3	Métaux non ferreux	5,3	4,4
Viandes et préparations	0,5	1,4	Céréales	5,2	2
Matériel ferroviaire et de tramway	0,2	1,5	Fer et acier	4,7	4,5
Equipements électriques	0,1	4,8	Minerais métalliques/d échets métalliques	1,7	1,5
Equipements industriels	0,1	1,4			
Total des exportations par pays en milliards de dollars		50,1			426,7

Source : WITS

Annexe 3 : Equipe de rédaction et de relecture

Supervision générale	Coordination générale	Coordination technique	Equipe technique de rédaction	Equipe de relecture
S.E M. Achille BASSILEKIN III	M. TCHANA Joseph	M.BOBBO MAMOUDOU Mme TCHANA Sylvie	Mme TCHANA Sylvie M. N'NOUH Samuel M. NGAMENI Teddy M. KWEBITEU Dimitri	Mme IHOULI Francine Mme MOCK Danielle